

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DECISIONS MUNICIPALES**

N° : 22-108- SDSP

**ACTION EN
JUSTICE**

**Ville de Pamiers
c/
Monsieur LOPEZ
Patrick**

Le Maire de la Commune de PAMIERS,

Vu l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération en date du 3 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal a délégué à Madame Le Maire la faculté d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle ;

Vu la requête déposée par Monsieur LOPEZ Patrick auprès du Tribunal Administratif de TOULOUSE, enregistrée le 28/04/2022, relative au recours contre la décision Demande d'annulation de la décision implicite de rejet du recours gracieux formé le 15/02/2022 par laquelle la commune de Pamiers a refusé l'attribution de la NBI avec un effet rétroactif dans la limite de la prescription quadriennale au titre des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) (dossier n° @2203416) ;

Considérant la nécessité d'assurer la défense des intérêts de la commune de Pamiers auprès du Tribunal Administratif de TOULOUSE ;

DECIDE :

Article 1er : D'ester en justice au profit de la Ville de Pamiers contre Monsieur LOPEZ Patrick dans le cadre de la procédure contentieuse devant le Tribunal Administratif de TOULOUSE.

Article 2 : De désigner Maître Nicolas LAFAY, avocat, 65 Boulevard de Sébastopol – 75001 PARIS, pour représenter la commune dans l'instance susvisée.

Article 3 : la présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales.

Fait en l'Hôtel de Ville, le 27/09/2022

Pour extrait conforme,
Le Maire,

Frédérique THIENNOT



Le Maire certifie sous sa responsabilité
le caractère exécutoire de cet acte le
après transmission en Préfecture le **6 OCT. 2022**
après affichage le
ou après notification le **12 OCT. 2022**

Accusé de réception en préfecture
09-2109022-22-20220927-22_15236-AR
Date de télétransmission : 06/10/2022
Date de réception préfecture : 06/10/2022